

## Séance ordinaire du mardi 4 avril 2023

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

En annexe 1 : une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, transformés ou mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier

pour tenir compte des besoins de la Collectivité, après avis du Comité Social Territorial (CST) du 23 mars 2023 :

***I. Créations de postes permanents.***

Quatorze postes sont proposés à la création dans le cadre des dossiers de réorganisation présentés en Comité Social Territorial :

- Sept postes pour le Pôle patrimoine immobilier ;
- Cinq postes pour le Pôle solidarités ;
- Un poste pour le Pôle attractivité, développement économique et emploi ;
- Un poste pour le Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen.

En annexe 2 : la liste des quatorze postes concernés.

***II. Transformations de postes permanents.***

Huit postes sont proposés à la transformation dans le cadre des dossiers de réorganisation présentés en Comité Social Territorial :

- Un poste pour le Pôle sécurité et tranquillité publique ;
- Six postes pour le Pôle patrimoine immobilier ;
- Un poste pour le Pôle attractivité, développement économique et emploi.

Quatre postes sont proposés à la transformation pour acter la déprécarisation d'agents contractuels titulaires du diplôme CAP petite enfance au Pôle petite enfance.

En annexe 3 : la liste des douze postes concernés.

***III. Mises en conformité***

Il est proposé la mise en conformité d'un poste pour des fonctions exercées en dehors des pôles, d'un poste au Pôle solidarités et de deux postes au Pôle éducation tels que présentés en annexe 4.

***IV. Suppressions de postes***

Il est proposé de supprimer trente-quatre postes à la suite des dossiers de réorganisation présentés en Comité Social Territorial :

- Pôle petite enfance : un poste à supprimer à la suite de la réorganisation ;
- Direction générale des services : un poste à supprimer à la suite de sa mutualisation vers la Métropole en 2017 ;
- Direction du cabinet : un poste à supprimer à la suite de sa mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle patrimoine immobilier : un poste à supprimer à la suite de sa mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen : vingt postes sont à supprimés à la suite de leur mutualisation vers la Métropole ;
- Poste en dehors des pôles : dix postes sont à supprimer à la suite de la pérennisation des agents au sein des pôles réorganisés.

Il est proposé la suppression des sept postes correspondant aux mises en conformité actées par la délibération du 8 février 2023 en tant que créations en l'absence de Comité Social Territorial.

Huit postes doivent être supprimé à la suite d'une erreur d'écriture lors du changement de mode de gestion du TE : les postes non permanents en contrats de projet ont été intégrés dans les effectifs des emplois permanents. Il convient donc de les fermer, les postes étant toujours ouverts au tableau des emplois non permanents (doublon).

Enfin il est proposé la suppression de cinq postes au Pôle éducation en raison de la fin des besoins (fermetures de classes).

En annexe 5 : la liste des cinquante-quatre postes concernés.

#### ***VI. Synthèse des évolutions des postes permanents***

En annexe 6 : le TEE dans sa version budgétaire. En annexe 7 : le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

#### ***VI. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire***

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 8.

#### ***VII. Création de poste non permanent (contrat de projet).***

Il est proposé de créer un poste non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein du Pôle sécurité et tranquillité publique afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit de participer à la mise en œuvre du volet santé environnementale du contrat local de santé. L'agent devra justifier d'un diplôme en santé publique, santé environnementale, hygiène et santé. L'agent assurera à temps complet les fonctions de **Coordonnateur des actions en santé environnementale**.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Son niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 avril 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 14 avril 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 lexique.pdf
- Annexe 2 créations.pdf
- Annexe 3 transformations.pdf
- Annexe 4 MEC.pdf
- Annexe 5 suppressions.pdf
- Annexe 6 TE CA.pdf
- Annexe 7 postes théoriques.pdf
- Annexe 8 confirmations.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20230404-227079-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture : 14/04/23

Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.